

Collèges : « Déni de démocratie » selon la gauche

La décision de Jean Morin, président du conseil départemental de la Manche, de ne pas débattre de l'avenir des collèges fait réagir les élus de l'opposition.

La polémique

Depuis dix ans, avec en moyenne 170 élèves de moins à chaque rentrée, les collèges de la Manche sont à la croisée des chemins. En 2018, le vaste chantier d'audit engagé par le Département, avec la collaboration de l'Éducation nationale qui a mis à disposition pendant trois ans un inspecteur, a donné lieu à un livre blanc adopté par l'assemblée en 2021.

Comme ce document ne se prononçait pas sur le réseau des collèges et leur nombre, il a été complété par une étude pour faire face au choc démographique attendu. « Fort de ce livre blanc, devant la réalité des enjeux et au regard de la qualité du travail réalisé par les services du conseil départemental depuis 2021, il semblait évident que l'assemblée départementale allait pouvoir débattre et se prononcer lors de la session de janvier », rappelle Karine Duval, présidente du groupe de la gauche sociale et écologiste. Or, il n'en sera rien. « Dans un communiqué pour le moins surréaliste, le président du conseil départemental, Jean Morin, annonce mettre fin à la réflexion et refuse de porter le débat publiquement. Ce sera donc le *statu quo*, l'immobilisme jusqu'en 2028 », déplore l'élue.

« Un déni de démocratie », pour Dominique Hébert qui dénonce les errements « **d'une politique politicienne et** «électoraleiste.»«Un manque de courage et de vision qui met en jeu l'avenir de l'enseignement public et l'égalité des chances. »

« Décision inéluctable »

Entre majorité et opposition, les collèges sont un point de discorde et les désaccords ne datent pas d'hier. « La fermeture du collège Charcot à Cherbourg-en-Cotentin aura été symptomatique d'une majorité qui n'a pas hésité à sortir les ciseaux pour faire un exemple. Et la fermeture du collège de Sourdeval est l'exemple typique d'une décision subie, non préparée et pourtant, inéluctable. »

Dès le début de ce mandat, les élus de gauche, qui disent s'être positionnés « en bâtisseurs », n'ont cessé de réclamer un projet de mandature « afin que les jeunes bénéficient de l'égalité des chances et aient accès à un enseignement et un parcours éducatif le plus étoffé et le plus riche possible ».



« Si nous n'anticipons pas, on se dirige vers des fermetures sèches de collèges, car l'Éducation nationale n'aura pas notre vision du maillage du territoire », alertent les élus d'opposition du groupe de la gauche sociale et écologiste. De gauche à droite : Gilles Lelong, Dominique Hébert et Karine Duval.
Ouest-France